

BILLET DE BLOG 17 octobre 2017

L'agriculture au cœur de la transition écologique : quelles transformations du secteur ?

Auteur

Pierre-Marie Aubert

Directeur du programme Politiques agricoles et alimentaires

 Temps de lecture: 6 min

Sécurité alimentaire et nutritionnelle, changements climatiques, conditions de travail, santé des producteurs et des consommateurs, partage de la valeur : le système agri-alimentaire européen est confronté à d'importants défis qui mettent en question autant sa viabilité économique que sa durabilité environnementale et sociale. Pour de nombreux acteurs, le secteur doit se transformer et être au cœur de la transition écologique et solidaire. C'est bien le sens du [discours du président Macron à Rungis](#), à mi-parcours des États généraux de l'alimentation. Il identifie non seulement les urgences économiques et sociales à traiter aujourd'hui, notamment à travers une meilleure répartition de la valeur ajoutée ; mais aussi

la nécessité d'inscrire ces actions de court terme dans une réflexion plus large sur les chemins d'une transformation de long terme et sur les besoins de politiques publiques correspondants. Contribuer à ces débats, en les mettant aussi en perspective avec les évolutions récentes en France, en Europe et dans les autres grandes régions agricoles du monde, est au cœur des missions de l'Iddri.

Structurer les débats sur l'avenir d'une agriculture en crise

Les crises agricoles successives du porc, du lait, mais aussi des céréales, avec la récolte catastrophique de 2016, ont mis en évidence la vulnérabilité économique des exploitations et la difficulté des conditions de travail des agriculteurs. Parallèlement, l'inventaire national des émissions françaises en attribuait 20 % à l'agriculture, et l'impact du secteur sur la destruction de certains écosystèmes est avéré, alors qu'ils constituent la base de ressources sur lesquels la production agricole repose (vie des sols, pollinisateurs...). Ces éléments indiquent bien les enjeux systémiques et structurels d'une refondation de notre agriculture.

D'un point de vue nutritionnel, force est aussi de constater que l'ensemble du système alimentaire a également évolué vers des régimes de moins en moins durables car trop riches, trop sucrés et trop carnés, dont les conséquences en termes de santé publique apparaissent de plus en plus clairement. Ces constats sont aujourd'hui largement partagés, et l'impulsion politique actuelle s'inscrit dans un contexte politique et social tendu. La réforme de la **PAC** de 2013, tout comme le projet **agroécologie** de Stéphane Le Foll (ministre de l'Agriculture de 2012 à 2017), ont fait l'objet d'âpres négociations quant aux politiques publiques européenne et française qui permettraient une transition vers des modèles plus durables d'agriculture.

Ces débats ont cependant achoppé sur le fait que les controverses entre modèles agricoles qui répondraient au mieux à l'ensemble de ces défis, en particulier entre intensification soutenable, supposant un changement plus incrémental, et agroécologie, nécessitant un changement plus systémique, ne sont pas structurés par une vision dynamique et de long terme.

En ce sens, ils, ne permettent ni de penser les verrouillages et les dépendances de sentier actuels, ni d'identifier les chemins qui permettraient à une transformation – quelle qu'elle soit – d'avoir lieu. Par exemple, si tout le monde convient qu'il est nécessaire de réduire l'usage des pesticides, comme cela a été l'objet d'un accord dès le Grenelle de l'environnement en 2007, la décision publique bute toujours sur le fait que le chemin vers un modèle alternatif est contesté comme étant infaisable. Ce sont ces chemins de transition qu'il convient maintenant de manière urgente de mettre en discussion, dans une démarche à la fois systémique et participative, dont les apports se situent à au moins trois niveaux.

Répondre à l'urgence, construire l'avenir : une démarche systémique et de long terme

Elle permettra d'abord d'inscrire les réponses à l'urgence des situations de crises vécues par les agriculteurs dans une perspective de long terme. Dit autrement, de s'assurer que les solutions offertes permettent non seulement de faire face aux difficultés conjoncturelles, mais appuient aussi une transformation structurelle des exploitations et le renforcement de leur résilience. Une telle démarche permet aussi de faire entrer dans le débat des aspects qui sont souvent peu questionnés, ou des questions qui sont restées trop longtemps marginales.

Ainsi des relations entre productions végétale et animale, qui doivent être au centre de toute réflexion sur la durabilité du système alimentaire dans un contexte où 58 % des céréales disponibles en Europe (net d'import-

export) sont utilisées pour nourrir le bétail européen. Ou encore de l'intensité capitalistique croissante des exploitations, complexifiant toujours plus leur reprise (il faut investir entre 200 000 et 300 000 €/actif pour s'installer en agriculture aujourd'hui) et questionnant le type d'innovations technologiques que peuvent, de façon réaliste, envisager les agriculteurs au regard de leurs conséquences en termes d'endettement.

Les enjeux d'adaptation aux effets des changements climatiques, que ce secteur commence déjà à subir de manière radicale, et l'ampleur probable des changements nécessaires pour que l'agriculture de demain apporte sa contribution à une Europe « zéro émissions nettes » en 2050 sont un dernier exemple de sujets qu'une approche de long terme permettrait de mieux traiter.

Enfin, cette approche systémique permet, comme c'était bien le projet des États généraux de l'alimentation, de repenser ces transformations à l'échelle de l'ensemble du système alimentaire, c'est à dire d'intégrer deux variables clés : les liens entre consommation alimentaire et production agricole doivent être au cœur de la réflexion, de même que le rôle de l'action publique dans les comportements alimentaires ; et les négociations sur le partage de la valeur entre les maillons de la filière doit être associées à une réflexion collective sur la création de la valeur sur le temps long.

Depuis plusieurs années, l'Iddri poursuit des travaux de recherche et de mise en politique de telles trajectoires de transformation de long terme et durables. Fondés sur la construction de scénarios, ces travaux nécessitent dans un premier temps la définition des objectifs assignés à la trajectoire. Le cadre référentiel des Objectifs de développement durable (ODD), universels et indivisibles, fournit ici, pour les transformations du système agri-alimentaire, une grille de lecture permettant de prioriser les objectifs et les options afférentes^[1].

Par ailleurs, après avoir dressé un inventaire organisé d'initiatives de transitions agro-écologiques dans divers pays d'Europe

Rapport

Juillet 2016

Lire aussi

A comprehensive outlook on the diversity of agroecological initiatives in Europe

Auteurs :

- Sarah Lumbroso,
- Marc Moraine

(y compris en Europe de l'Est), l'Iddri a développé une modélisation à 2050 du système agri-alimentaire européen converti à une agriculture agro-écologique : les premiers résultats agronomiques de cette recherche exploratoire sur des modes de production et de consommation alternatifs seront publiés d'ici à fin 2017 afin d'alimenter de manière structurée le débat sur les chemins possibles de transformation vers une agriculture durable en Europe.

^[1] *Issue brief* Iddri à paraître en octobre sur cette thématique